

La manifestation organisée par notre fédération nationale des pupilles de la nation, la FPN le 5 décembre à Paris a bien eu lieu.

Partie de la Maison de l'Alsace, la soixantaine de manifestants a marché sur l'Élysée en empruntant les Champs Élysées, portant croix symboliques et banderoles réclamant l'égalité de reconnaissance de tous les orphelins de guerre.

Sur ordre de l'Élysée, notre groupe pacifique a été bloqué par les CRS, Rue du Cirque (sic !), à une centaine de mètres du Palais présidentiel, en début d'après midi, en plein déjeuner entre Nicolas Sarkozy et Angela Merkel. Tout un symbole !

Il nous a tout de même été possible de négocier avec des policiers, très corrects, la remise, à la loge du Palais, des quelques 3000 cartes postales destinées à notre Président et signées par nos adhérents et sympathisants. Quatre d'entre nous ont eu l'autorisation de pénétrer dans une dépendance du « sanctuaire », sous très bonne escorte. De même, sous la conduite d'une trentaine de CRS et de policiers, nous avons été priés de rejoindre aussitôt après, notre point de départ, Rue François 1^{er}, sous les fenêtres d'EUROPE 1 à l'étonnement des passants. Notre matériel constitué de deux banderoles et de cinquante croix amovibles a dû être plié et remis dans une voiture pour nous empêcher d'aller manifester ailleurs encore dans PARIS.

Que sommes nous allés faire à Paris, ce 5 Décembre ?

Ne voyant toujours rien venir, à la fin du quinquennat de M. Nicolas SARKOZY, d'un début de réalisation d'une promesse faite en Mai 2007, 15 jours après son élection, à l'ensemble des orphelins de guerre de la seconde guerre mondiale, notre fédération nationale a demandé à pouvoir être reçue pour remettre en mains propres au Président, les 3000 cartes que nos adhérents lui ont destinées. Ces cartes, illustrées par Jak Umdenstock, évoquent une situation que nous jugeons insupportable : celle dans laquelle tente de nous enfermer le gouvernement en déclarant que nos parents, contrairement à ceux visés par les décrets de Juillet 2000 et de Juillet 2004, sont des victimes ordinaires d'une guerre ordinaire : ***« les victimes de la glorieuse malchance des armes », comme les qualifie l'ancien ministre Philippe Dechartre dans un rapport officiel remis au Président de la République.***

La situation en 2011 n'a plus rien à voir avec celle de 2007, sur le plan économique et financier, nous rétorque-t-on. M. Eric STRAUMANN, député UMP, a eu la franchise et le courage de venir à notre conférence de presse à la Maison de l'Alsace, sur les Champs Élysées, le lundi 5 Décembre au soir, pour nous tenir ce discours qui est devenu peu à peu la ligne de défense officielle du pouvoir politique.

Que le principe de l'égalité de tous les citoyens ait été rompu et que des injustices aient été créées par les précédents décrets, plus personne ne songe à le nier. Les courriers officiels en attestent.

Mais les caisses de l'Etat étant vides, il n'est plus question de nous rendre bénéficiaires d'un égal traitement par rapport à la perte de nos pères, entre 1939 et 1945. Nous devrions faire preuve de suffisamment de sens civique pour ne plus rien demander dans de telles conditions !!

Nous serions sans doute capables de faire de nouveaux sacrifices si la situation de notre pays l'exigeait, mais comment y consentir tant que les exemples ne viennent pas de plus haut ?

Le CANARD ENCHAINE de cette semaine fait état d'une victoire des généraux français : les soldes des officiers ont été sérieusement revues à la hausse atteignant pour certaines plus de 500€ par mois.

Le Journal « Le Monde » du 2 décembre relate la rente de situation de l'avionneur Dassault qui aurait reçu l'assurance pour les prochaines années de pouvoir fabriquer et vendre à l'Etat français, chaque mois, un avion RAFALE à 140 millions d'euros la pièce, payés aux trois quart par les contribuables français. En économisant 2 sur les 12 avions de chasse par an, l'Etat disposerait de la somme nécessaire à l'indemnisation de tous ses orphelins de guerre ! Voilà pourquoi, entre autres, nous refusons de renoncer à exiger que l'égalité soit respectée.

Nous sommes le pot de terre dans ce bras de fer. Nous le savons bien. Nous savons aussi depuis longtemps que les promesses n'engagent que ceux qui y croient. Mais l'Etat français joue avec des fibres qui sont très douloureuses. Un enfant privé de son père ou de sa mère pour faits de guerre ne peut accepter de voir la souffrance des uns mieux reconnue que celle des autres. Les guerres sont toutes entières des actes de barbarie. Toutes les victimes de cette barbarie méritent la même considération. Nos pères n'ont pas cherché à être des héros. Ils ont été forcés de sacrifier leurs existences à des intérêts qui se sont négociés loin au-dessus de leur tête.

Non seulement nous ne renonçons à rien, mais n'ayant plus grand-chose à perdre à nos âges, nous irons encore plus loin dans nos actions.



Descente des Champs Elysées par la manifestation.



«VICTIME DE LA GLORIEUSE MALCHANCE DES ARMES»

